

Rouquié, Alain. *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Le Seuil, 1982, 479 p.

Claude Morin

Volume 15, numéro 2, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701675ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701675ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Morin, C. (1984). Compte rendu de [Rouquié, Alain. *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Le Seuil, 1982, 479 p.] *Études internationales*, 15(2), 435–437.
<https://doi.org/10.7202/701675ar>

Cela étant, l'on n'est pas non plus surpris de constater que la bibliographie de cet ouvrage, assez exhaustive par ailleurs, ne puise que dans la littérature anglo-saxonne et ne fasse appel qu'à des auteurs étatsuniens. Cette méconnaissance ou ce refus de connaître les littératures espagnole, française ou allemande constitue une autre lacune grave de cet ouvrage.

À cause de ces lacunes, on comprendra que l'on puisse recommander cet ouvrage pour qui s'intéresse à la politique étrangère et aux relations internationales de l'Amérique latine mais qu'il ne peut s'agir en aucun cas d'un ouvrage de base. C'est un livre dont on devra absolument compléter la lecture par d'autres ouvrages portant sur ce thème et en particulier par l'excellente contribution que constitue le *Latin America and Caribbean Contemporary Record* dont on vient à peine de publier le premier volume.

Gordon MACE

*Département de science politique
Université Laval*

ROUQUIÉ, Alain. *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Le Seuil 1982, 479 p.

Aucun autre universitaire n'était sans doute mieux « armé » pour écrire un ouvrage de synthèse sur l'« usurpation martiale » en Amérique latine. Il y a plus de vingt ans qu'Alain Rouquié observe les militaires dans leur va-et-vient entre l'avant-scène et les coulisses de l'État. Déjà il nous avait donné un maître livre sur le pouvoir militaire en Argentine, un observatoire privilégié s'il en est un puisque les militaires ont tenu les premiers rôles – Perón était d'abord en général – soixante ans durant dans ce pays le plus européen, le plus « moderne » d'Amérique latine. Voilà qu'il nous propose une « relecture » du militarisme centrée sur la physiologie du pouvoir militaire, ses mécanismes, ses fonctions et ses acteurs. En enquêtant sur le « comment » il espère mieux contribuer à la compréhension du phénomène que ces devanciers, obsédés par le seul « pourquoi ». L'auteur récuse

d'emblée les explications uniques qui font la part belle au déterminisme culturel ou économique. Le militarisme n'est ni une forme d'archaïsme ni l'instrument d'un « ailleurs » économique: tout le livre oppose un démenti à ces thèses aussi simples que répandues.

Il s'agit de fait d'une double « relecture », d'abord historique quand Rouquié retrace l'évolution des armées dans leurs rapports avec l'État, puis transversale quand il rend compte des formes variées sous lesquelles se présente le pouvoir militaire dans seize pays d'Amérique latine et qu'il ramène ces multiples variétés à cinq situations ou processus comparables.

Le balayage historique ne se réduit pas à une histoire des armées. Il découpe la toile de fond sociopolitique du militarisme. L'armée y apparaît en effet inséparable de la construction étatique. L'État devra un peu partout se bâtir contre des armées improvisées, partisans, voraces: ces armées de soudards étaient une force de désintégration. La constitution d'armées nationales ne sera engagée qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, en rapport avec l'intégration globale au marché mondial et avec l'unification corrélative de la classe dirigeante. La professionnalisation des officiers transforme l'armée en corps d'élite de l'État régi par un tableau d'avancement alors que les fonctionnaires se recrutent encore suivant le « système de dépouilles » et font figure d'amateurs instables et vénaux. Le service militaire obligatoire précède l'alphabétisation et l'adoption du suffrage universel. La conscience d'une supériorité technique et morale des militaires sur les civils prépare la voie à l'usurpation martiale. La modernisation de l'armée visait sa dépolitisation; elle débouche sur l'intervention dans la politique. Les militaires entrent toute fois en scène par la gauche: le militarisme des années vingt est franchement réformateur. Celui des années trente sera en revanche nettement conservateur. Et Rouquié de souligner la logique militaire de ces volte-face: « Fermer ou ouvrir la société politique, imposer les réformes nécessaires ou les refuser au nom de la cohésion nationale, donc de la défense » (p. 144). Dans ce cas comme dans l'autre, l'objectif est de renforcer l'État et de préserver

les intérêts de la nation comme les militaires les interprètent. Les officiers réformateurs sont aussi antilibéraux, centralistes et autoritaires que leurs successeurs réactionnaires. Les militaires participent des caractéristiques de l'État dont le rôle d'aiguilleur peut l'entraîner à bouleverser le *statu quo* afin de préserver l'essentiel, soit des rapports de domination fondés sur l'exclusion sociale et politique. Le « militarisme pendulaire » dérive de cette nécessité de procéder à de nouvelles donnees sociales sans détruire le pacte de domination. Les coups d'État ont une fonction régulatrice.

L'un des chapitres les plus instructifs de la seconde partie concerne précisément ces révolutions par l'état-major qui ont marqué la vie politique récente du Pérou, de la Bolivie, de l'Équateur ou de Panama. L'examen montre que « la forme militaire conditionne toujours le contenu révolutionnaire » (p. 146). Le prétorianisme radical apparaît au mieux comme un despotisme éclairé. Le style militaire l'emporte sur le propos progressiste. Rouquié souligne ce que ces expériences doivent aux tensions à l'intérieur des forces armées et à la conjoncture internationale. Elles sont le fait de minorités activistes qui jouent des promotions et du contexte global pour imposer des changements de cap. Les conservateurs ne deviennent pas pour autant progressistes; ils se rallient à une ligne par esprit de corps et suivant les règles hiérarchiques. Après tout les révolutionnaires galonnés ne visent qu'à recentrer la société, en réaction à des menaces qu'ils diagnostiquent.

Gardiens de l'État, les armées constituent également un enjeu des forces sociales et politiques. Les cas de l'Argentine et du Brésil sont exemplaires de ces tiraillements faits de complicités et d'attentes opposées. Les civils en lutte frappent aux portes des casernes; les officiers cherchent des appuis civils dans les luttes intestines qui divisent le « parti militaire ». Rien ne se fait sans les militaires et contre eux; même la gauche attend son salut d'un éventuel déplacement dans les rapports de force en oeuvre dans l'institution militaire, bien illusoirement d'ailleurs si l'on considère que les réalignements internes obéissent avant tout à des ressorts corporatifs et que ces ar-

mées de paix n'ont souvent mené et gagné que des guerres internes, leur rôle essentiel en étant un de police.

On a prétendu que les armées latino-américaines formaient le « sixième côté du Pentagone ». Rouquié ne perd jamais de vue les conditionnements externes. En Amérique du Sud la professionnalisation a dépendu d'instructeurs européens et les armées ont été parties prenantes du jeu diplomatique. Dans le Bassin des Caraïbes, l'occupation yankee a accouché d'armées supplétives, les fameuses gardes nationales, au service d'une dictature personnelle et, à travers elle, de l'ancien occupant, responsable par son intervention de la destruction de groupes en formation. La Guerre froide et la Révolution cubaine inciteront les États-Unis à transformer les armées latino-américaines en « gardes nationales » capables de considérer les problèmes nationaux sous l'angle des intérêts du pays leader du « monde libre ». Ces armées ne sont pas devenues pour autant des instruments dociles; aucune n'obéit passivement et durablement aux injonctions de Washington ainsi que l'attestent les exemples salvadorien ou guatémaltèque. Pour qu'il en soit ainsi il faudrait que l'insularité militaire soit totale, ce qu'elle n'est pas évidemment. La dénationalisation des armées a donc ses limites. À trop forcer les doses on risque même de provoquer des réactions nationalistes.

Pour avoir triomphé un moment dans tous les pays, le militarisme n'est pas une fatalité géographique. L'ouvrage s'intéresse aussi à la démilitarisation. Le Mexique, le Costa Rica, le Venezuela et la Colombie figurent depuis des décennies au rang des « démocraties témoins ». La prépondérance civile s'est imposée par divers mécanismes d'origine militaire et de nature socio-politique et économique, suivant une combinaison de facteurs (autoritarisme civil, système de partis solide, gauche et syndicats faibles, armée intégrée au pouvoir). A-t-on alors raison d'espérer? Le Chili et l'Uruguay nous rappellent toutefois que les armées constitutionnalistes peuvent mal tourner. Il n'empêche que la militarisation durable se heurte à une culture politique qui valorise l'*idéal* démocratique. Les régimes mi-

litaires sont contraints de se présenter comme un remède transitoire au « chaos » antérieur, comme État d'exception. Les velléités corporatistes font vite long feu en dépit de structures d'accueil favorables. La démocratie représentative constitue l'horizon inéluctable et les militaires doivent se préparer à rentrer à la caserne. La restauration civile emprunte plusieurs voies que recense Rouquié. L'État post-militaire ne vit pas moins à l'ombre des casernes; cette ombre conditionne la conduite des acteurs comme nous le montre la politique mesurée d'Alfonsín en Argentine. Il est plus facile de démilitariser le gouvernement que la société.

Ce sont là quelques lignes de force d'un ouvrage foisonnant d'idées et de faits, vivant de personnages et de situations, riche en anecdotes significatives. Le lecteur averti d'une situation nationale pourra critiquer certains éléments d'un condensé national particulier; il trouvera toujours de quoi se mettre sous la dent. Je ne connais aucun ouvrage qui embrasse aussi largement en ne tombant jamais dans la banalité. Prenons le chapitre d'ouverture: Rouquié esquisse avec une concision incisive les conditionnements sociaux du pouvoir en Amérique latine, mettant en évidence que l'autoritarisme commence dans la société civile, dans la verticalité des rapports sociaux: cette toile de fond est essentielle. Voilà un livre qu'il convient de recommander chaudement à tous ceux qui cherchent à comprendre non seulement le militarisme, mais l'Amérique latine.

Claude MORIN

*Département d'histoire
Université de Montréal*

EUROPE DE L'OUEST

BRAUNTHAL, Gerard. *The West German Social Democrats, 1969-1982: Profile of a Party in Power*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "A Westview Replica Edition", 1983, 350 p.

Gerard Braunthal nous présente ce qu'il appelle modestement un « aperçu » du fonctionnement de l'organisation et de l'évolution du parti social-démocrate (SPD) au pouvoir de 1969 à 1982. Durant cette période ce parti s'est efforcé de maintenir un consensus interne entre ses différentes tendances sur les questions doctrinales, tout en courtisant de nouveaux segments de la société pour élargir sa base électorale. Longtemps identifié à la cause de la classe ouvrière, dont l'importance numérique décroît, il s'ouvre de plus en plus aux classes moyennes, aux jeunes, aux femmes, aux catholiques, aux fonctionnaires et aux professionnels. Comme tout parti politique parvenu au pouvoir, le SPD a été incapable de répondre aux attentes nombreuses de ses membres. Inévitablement, cette situation créa des frictions et des conflits entre les dirigeants et certains groupes associés au parti, notamment avec les Jeunesses socialistes (Jusos). En fait, chez celles-ci, il y eut une véritable rébellion: Braunthal accorde beaucoup d'importance à ce facteur qui a bousculé l'oligarchie du SPD, la forçant à accepter un peu plus de démocratie interne.

Deux grands thèmes se retrouvent au centre de cette étude. Premièrement, le SPD s'est transformé sous l'impulsion de facteurs extérieurs et de contraintes inhérentes à une participation à un gouvernement de coalition. L'évolution sociale et politique, la rébellion d'une partie de la jeunesse – et des Jusos – contre la société, l'apparition de nouvelles forces économiques et la récession de 1973, une bureaucratie et une élite industrielles peu portées à des changements majeurs: ces facteurs extérieurs ont provoqués des changements profonds dans l'organisation du parti, dans sa clientèle électorale, dans la répartition socio-économique de ses membres et dans son idéologie. De plus, ceux-ci ont grandement